



## Après le 29 Janvier, Les ambitions de manifestants de Loire-Atlantique

Avec plus de 70 000 manifestants, la mobilisation a été exceptionnelle en Loire-Atlantique. Ils sont élu(e)s, syndicalistes, salarié(e)s, militants ou responsables communistes... Au cœur des cortèges, ils témoignent pour NLA de leurs attentes et leur espérances.

p 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 865

12 Février 2009

prix: 0,70 €



## 70 000 manifestants en Loire-Atlantique pour faire gagner les revendications populaires!

### ■ PCF le banquet en photo !

Retour en photo sur une soirée réussie à laquelle participait Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité

P 3

### ■ Convergences de luttes

Le 29 Janvier aura vu converger des luttes multiples et diverses. Notre page «social»

### ■ CUBA

P 5

Cuba suscite de nombreuses réactions contradictoires. A l'occasion de la sortie du hors série de l'Humanité consacré à la révolution cubaine, Jean Ortiz, universitaire, revient sur 50 ans de révolution cubaine.



P 6

## Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00  
ou nlapublicite@orange.fr

# L'actualité politique...

## EN BREF

### Dur, dur d'être banquier ! (1)

Pour toucher l'aide «supplémentaire» de l'état, une bagatelle de 10,5 milliards d'euros, les principaux dirigeants de nos prestigieux établissements bancaires ont dû lâcher sur la «partie variable» de leur rémunération pour l'année 2008. De là, à les voir dans les manifestations pour le pouvoir d'achat... on se calme s'il vous plaît...

### Dur, dur d'être banquier ! (2)

Ca fait mal de faire une croix sur 875 000 euros pour le patron de BNP Paribas, mal également pour celui du Crédit Agricole qui laisse dans l'opération 607 200 euros en ne touchant pas «leurs salaires variables» mais restons réaliste, quand un patron d'une belle banque française se fait, comme Daniel Bouton à la Société Générale, quelques 1 250 000 euros annuel de rémunération, guère plus, guère moins que ses collègues dans d'autres établissements financiers français.

### Des milliards et des milliards...

La banque Dexia avait fait l'objet des premières aides des états français et belges pour ne pas mettre la clé sous la porte aux premières lueurs de la crise... Beau geste d'une fraternité sans failles des deux gouvernements qui contribuaient ainsi à la sauvegarde de l'établissement, mais sans se soucier le moins du monde de l'emploi. Moralité, la banque annonce tranquillement la suppression de 900 postes et garde sans aucun contrôle les 6,4 milliards accordés...

### Et pendant ce temps là...

Tout va bien pour le français moyen. S'il est retraité, la sécu attend, attend, pour parler d'une augmentation de sa pension. Qu'il n'ose surtout pas se plaindre ce mécréant, ce dépensier des deniers publics, il a eu une augmentation de 0,8% en octobre dernier. En temps de crise, il faut savoir accepter... Quand au salarié... qu'il regarde autour de lui... ça pète dans tous les sens, alors qu'il arrête de se plaindre, même mal payé et mal considéré : c'est la crise !



### Mais ça bouge et ça bouge bien...

Le 29 janvier en est l'illustration avec une série de manifestations d'une ampleur rarement égalée. 70 000 manifestants en Loire Atlantique selon la presse locale, des chiffres impressionnants dans toute la France... Si Nicolas Sarkozy aimait à faire le gigolo devant les caméras en déclarant que personne ne se rendait compte des grèves en France, qu'il fasse attention que demain on ne se rende plus compte qu'il y avait quelqu'un au travail en France un jour de grève...

## Point de vue

par Aymeric SEASSAU

70 000 manifestants en Loire-Atlantique, une mobilisation record à Saint-Nazaire et Nantes mais aussi à Ancenis et Châteaubriant. Une démonstration de force d'autant plus importante pour le monde du travail que les cortèges étaient essentiellement composés de salariés et retraités contrairement au mouvement contre le CPE qui bénéficiaient de l'apport décisif de la jeunesse scolarisée. Difficile de prétendre encore que « les grèves ne se voient plus en France » comme l'avait récemment affirmé un Sarkozy grossier et hilare devant un parterre d'hommes et de femmes de droite.

Nous avons déjà un avant goût de la réponse du pouvoir de droite à cette mobilisation exceptionnelle. A Saint-Nazaire, ce sont les matraques et les grenades lacrymogènes qui ont accueilli les dizaines de milliers de manifestants. Dans toute la France, des militants syndicaux, des salariés ont été jetés par dizaines devant les tribunaux du pouvoir, parfois simplement pour des faits de grève. Et les ministres de se gausser de la prétendue réussite du service minimum dans les transports ou dans l'éducation. Première réponse à la mobilisation citoyenne: La répression

et la remise en cause du droit de grève.

Et notre petit président d'apporter la seconde réponse en direct à la télévision pour annoncer qu'il poursuivra sa politique de classe.

Le saupoudrage des propositions vaguement sociales qui seront soumises aux partenaires sociaux peine à masquer la marche forcée vers une France affaiblie aux

finances publiques asséchées et aux inégalités de plus en plus criantes.

Non, décidément, sa France n'est pas la notre et le 29 Janvier a permis d'engager la confrontation idéologique. Il s'agit désormais d'affirmer que

les salariés et les familles populaires ne se contenteront pas de mesurette. Si le gouvernement reste sourd à la colère sociale, le développement de luttes politiques et sociales solidaires peut le faire reculer. En toute responsabilité, les communistes et leurs élus y contribueront avec détermination.



### Le 29 Janvier a permis d'engager la confrontation

## Sarkozy peine à convaincre

Après la mobilisation du 29 Janvier, Sarkozy devait réagir. Il s'est donc livré rapidement à un exercice qu'il affectionne, la vraie/fausse épreuve de vérité, en direct sur les principaux grands médias.

Aura-t-il convaincu? Rien n'est moins sûr, d'autant qu'il n'a pas répondu aux questions de fonds posées par les millions de salariés mobilisés.

Zoom sur 4 de ses principales déclarations. Chacune des propositions qui doit être soumise aux syndicats le 18 Février.

### 1- Banques

Sur les 300 milliards mobilisés, 25 Milliards ont été prêtés aux banques. Selon Sarkozy, cela «n'a pas coûté un seul centime d'euros aux français». Ceux-ci en tireront même bénéfice puisqu'il est proposé d'utiliser les 1,4 milliards d'euros d'intérêts pour des dépenses sociales.

FAUX: Pour l'instant, les sommes allouées sont ponctionnées sur l'argent public, reste à voir si les banques les rendront en temps et en heure avec les intérêts escomptés.

### 2- Taxe professionnelle

Sarkozy propose de supprimer la taxe professionnelle pour que «l'on arrête de délocaliser». Les collectivités locales souffriront à coup sûr de ce manque à gagner colossal. D'autant qu'il reste à prouver que cela soit un levier efficace contre les délocalisations dans un pays où de nombreuses entreprises ferment ou recourent au chômage partiel sans même déplacer les entreprises dans d'autres pays le plus souvent.

### 3- Impôts / allocations familiales

Le président émet la possibilité de supprimer la première tranche de l'impôt sur le revenu et d'augmenter les allocations familiales.

Pour les jeunes précaires sans enfants, pour les retraités avec de bas revenus? Rien. La tentative d'enfumage de Sarkozy consiste à détourner la revendication principale des manifestants du 29 Janvier d'augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux avec un saupoudrage social qui à nouveau privera l'Etat de ressources utiles.

### 4- Profits

Sarkozy veut «discuter du partage



des profits».

Selon lui, la bonne répartition c'est un tiers pour les salaires, un tiers pour les actionnaires, un tiers pour les investissements.

Sarkozy chante à nouveau la vieille ritournelle libérale dans un pays où, en 25 ans, la part des salaires a reculé de 10 points sur celles des dividendes répartis aux actionnaires. Une manière à nouveau d'éviter d'arbitrer la confrontation patronat / salariés sur la question des salaires.

## De vous à moi...

Tout avait pourtant fait pour que la messe fut belle, La salle du palais de l'Elysée avait été soigneusement aménagée, les chaînes de télé pratiquement toutes réquisitionnées comme les stations de radio. Des journalistes dociles avaient été choisis, préparés pour ne pas gêner par des questions embarrassantes celui qui, après plus d'une heure d'antenne, devait convaincre une France qui quelques jours plus tôt manifestait dans les rues du pays.

Malgré tout cela ce ne fut pas le cas. Le bilan est négatif, pour les salariés, pour les retraités, pour les jeunes pour toute cette France qui essaient de vivre de son travail. Rien sur le pouvoir d'achat. Rien sur les retraites, la santé, l'éducation, sur les universités l'emploi sauf de dire : « Les réformes continueront, j'ai été élu pour faire, les mener au bout, et ne bougerait pas d'un pouce ».

Même, la convocation d'une réunion sociale le 18 février sur un ordre du jour choisi par le chef ne pourra aboutir à lever les attentes sociales.

Enfin : l'inquiétude à l'annonce de la suppression de la taxe professionnelle. Une des plus vieilles revendications des patrons est satisfaite. Elle va se traduire obligatoirement par de nouvelles difficultés financières pour les collectivités locales. Mais maintenant, une question se pose : qui va payer à la place des patrons exonérés? Je ne vois personne d'autre que les français comme vous et moi pour combler ce nouveau cadeau au patronat.

Le grain à moudre se trouve bien dans la mobilisation pour que nous soyons entendu. J'en suis convaincu.

Y.C.

# ...en Loire Atlantique.

**VITE LU  
VITE DIT**

## Une commission de contrôle des fonds publics pour la région Pays de la Loire

Communiqué du groupe communiste à la région : «Le groupe des élu(e)s communistes régionaux se félicite de la création de la commission d'évaluation et de suivi des aides publiques régionales pour laquelle il a beaucoup œuvré.

Celle-ci sera un outil essentiel. C'est un événement important pour la Région des Pays de la Loire au lendemain de l'immense mobilisation populaire.

Important à plus d'un titre : dans sa philosophie, il est indispensable en effet, de s'assurer que pour tout argent public octroyé, la contrepartie des entreprises se traduise socialement (emploi formation...) dans le respect des principes de développement durable, dans son ouverture vers l'extérieur, par sa composition que nous avons souhaité très diverse, qui contribue à l'exigence de lisibilité et de transparence».

## Banquet annuel du PCF : Après le 29 Janvier, l'exigence et l'espoir.



A l'apéritif, à table, la réussite de la mobilisation du 29 Janvier était sur toutes les lèvres. Une réussite à laquelle ont participé les militantes et militants communiste dont Patrick Le Hyaric saluera l'engagement à la porte des entreprises, à l'occasion de la campagne nationale du PCF pour proposer un plan d'urgence face à la crise. Pour lui, au-delà de la réussite du mouvement, il s'agit « d'engager

la confrontation » avec « ceux qui nous répètent depuis 30 ans qu'il faut se serrer la ceinture ». Voyant dans les luttes en cours et à venir la certitude qu'il est possible de construire un monde d'espoir, le directeur de l'Humanité a conclu son discours sous les applaudissements chaleureux d'une assistance convaincue.



D'autant que les participants ont pu profiter des témoignages édifiants recueillis par Patrick Le Hyaric et la délégation du PCF tout juste revenue de Gaza.

La paix en Palestine, les bouleversements dans les rapports de force mondiaux, la dynamique nouvelle dans l'opposition à Sarkozy... Soit autant de débats animés, porteurs d'espoirs mais aussi d'exigence poli-

tique. Une édition 2009 qui aura constitué un moment de convivialité utile pour les communistes après le sérieux des débats de congrès. L'occasion aussi de partager des expériences avec des amis et sympathisants venus nombreux à Indre en présence du maire Jean-Luc Le Drenn venu saluer cordialement l'initiative.



## La mobilisation s'organise dans les facultés.



«Grève générale», «grève illimitée», «grève totale», des mots d'ordre qui fument dans les amphithéâtres des Universités françaises. Que se passe-t-il pour que dans un milieu plutôt calme, les enseignants-chercheurs s'énervent ainsi ? Nous savons ce que pense notre grand intellectuel de N. Sarkozy lorsqu'il évoque «une France en deuxième division de la Science mondiale». Avec la réforme LRU mettant à bas la Recherche Publique et l'Enseignement Universitaire, V. Péresse lui emboîte le pas et dessine les contours d'une mise en concurrence des Universités, d'une mise en concurrence des enseignements dispensés. Avec cette réforme, les Universités les moins quotées ne pourront plus recruter et rencontreront d'énormes difficultés pour mener à bien leurs

recherches. La toute puissance des présidents d'Université dans la gestion, les recrutements, le versement de primes qui rappelle le

«salaire au mérite» nous évoque une époque où le mandarinat régnait. De fait, la modulation des horaires d'enseignements vont pallier la disparition d'heures de cours, programmée avec la suppression de 900 postes au budget 2009. A ceci s'ajoute l'inquiétante disparition des IUFM remettant en question la formation des futurs enseignants du primaire et du secondaire.

En s'attaquant ainsi à l'Université, le gouvernement met à mal l'avenir de notre pays. Quel avenir pour un pays sans recherche ? Quel avenir sans un enseignement de qualité au plus près des dernières découvertes ?

A juste raison, Albert Fert, prix Nobel de physique en 2007, qualifie ces réformes de «dangereuses, hypocrites et contre-productives».

Déjà, à Nantes, les étudiants ont rejoints le mouvement avec des Assemblées générales massives et plusieurs journées d'action organisées.

## Saint-Nazaire, le mouvement social confronté à la répression

A Saint-Nazaire, les 20 000 manifestants ont été accueillis en fin de défilé par une violente attaque policière. «Pourquoi l'ordre a-t-il été donné de lancer les gaz lacrymogènes sur l'ensemble des manifestants présents sur les lieux alors qu'aucun incident majeur n'est constaté ?» interroge l'intersyndicale nazairienne qui «condamne de telles pratiques qui rendent les représentants de l'État responsables de la situation de crise», et assure les manifestants blessés et arrêtés de toute sa solidarité. Même soutien immédiat de la section PCF de Saint-Nazaire qui déclare «Nous luttons pour des pouvoirs nouveaux aux salariés, nous ne laisserons pas faire, nous ne sommes pas d'accord avec l'arbitraire./.../

Il est extraordinaire que le 29 janvier 2009, alors que Saint-Nazaire connaissait une de ces plus importantes manifestations, le pouvoir politique frappe avec une

telle force !/.../ Les communistes de Saint-Nazaire expriment leur soutien, leur solidarité aux personnes incarcérées et poursuivies. /.../ Les communistes sont de la rue, ils sont de ceux qui se battent pour un avenir autre que ce que l'on nous prédit».

Des peines de prison ferme ont été aussitôt prononcées contre 4 manifestants qui passaient en comparution immédiate. Plusieurs autres manifestants devraient comparaître d'ici 2 mois. Pire, un manifestant nazairien devrait comparaître le 10 Mars pour «offense au chef de l'État», accusé d'avoir «tenu des propos injurieux contre Nicolas Sarkozy».

Le pouvoir de droite semble donc déterminé à jouer la carte de la provocation et de la répression face à une mobilisation exceptionnelle. Reste qu'il en faudra certainement plus pour atteindre la combativité des salarié(e)s nazairiens en lutte.

## Usagers et salariés s'invitent à l'inauguration du bureau de poste de Vertou :

Après rénovation, le bureau de Poste de Vertou à rouvert ses 2 guichets qui étaient 3 avant le début des travaux. Des membres du collectif départemental contre la privatisation de La Poste, représentés par des militants de la CGT, de la CFTC et du PCF, étaient présents pour rappeler que le projet de privatisation menaçait le service public de proximité et l'accès de tous les usagers au réseau de distribution et d'acheminement du courrier. Les membres du collectif ont rencontré le directeur de l'établissement qui a annoncé que les postiers et les «clients» seraient consultés pour évaluer les besoins et que les 280 millions d'euros de bénéfices réalisés seraient réinvestis. Espérons que ces investissements seront utiles aux usagers.



Les Nouvelles 3

## Fermeture de MSP Industrie : Les communistes de Rezé solidaires des salariés

Toujours plus prompt à voler au secours des grandes banques et des actionnaires avides de profits que d'aider les petites structures créatrices d'emploi, le gouvernement laisse de nombreuses PME seules face à la crise.

Notre département est déjà fortement touché (Béghin-Say, Trelleborg...) par des

annonces de fermeture, de chômage partiel ou de licenciement.

Cette fois-ci, c'est la fonderie d'aluminium de Haute-île, MSP Industrie, qui se voit contrainte de fermer ses portes. Soixante salariés devront dès demain pointer au chômage, cela est inacceptable ! C'est un

savoir faire de près de cinquante ans qui sera perdu et une main d'œuvre qualifiée qui se retrouve au pied du mur.

Pourtant, des solutions existent pour faire face à la crise qui touche notre pays.

Le parti Communiste se fait porteur de propositions. Il est pos-

sible de prendre des mesures pour sécuriser et sauver l'emploi, pour relancer l'économie par le pouvoir d'achats, l'augmentation des salaires et des investissements.

Il n'y a pas de fatalité, la section Rezé Sud Loire entend témoigner sa solidarité aux salariés de MSP et plus largement combattre la crise.

## APRES LE 29 JANVIER

### Les ambitions des manifestants de Loire-Atlantique

#### Brèves

##### Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT :

« S'il s'agit de discuter l'agenda des réformes que le Président a dans les tiroirs, la discussion n'ira pas très loin ».

##### Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU :

« Le Président de la République ne peut pas jouer la politique de l'autruche et ignorer les attentes qu'exprime ce mouvement ».

##### Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO :

« Hier, il y avait deux millions de personnes avec nous. Le gouvernement et le président de la République devraient faire attention. (...) On est en attente de décisions concrètes ».

##### Luc Chatel, porte-parole du gouvernement :

« Le chef de l'Etat doit faire face à une grosse attente en matière de pédagogie et d'explication ».

##### Le Parti communiste français :

« Les salariés mettent nettement en cause les choix gouvernementaux et exigent un changement de cap en matière de pouvoir d'achat et de salaires, d'emploi, de services publics, de politique industrielle, d'orientation des financements ».

##### Maryse Dumas, secrétaire confédérale de la CGT :

« Le gouvernement, les employeurs et le patronat doivent répondre à la position commune que nous avons définie avant la manifestation. Or pour l'instant, nous n'avons aucune réponse ».

##### François Fillon, premier ministre :

« Il n'y aura pas de tournant de la politique économique et sociale ».

##### Martine Aubry, premier-secrétaire du PS :

« La France est là pour dire à Nicolas Sarkozy qu'il doit changer sa politique qui nous mène droit dans le mur ».

##### Sophie Bérout, sociologue :

« La diversité des situations et des luttes qui composent ce mouvement est davantage une force qu'une faiblesse dans cette phase de construction ».



##### Françoise Lastennet, Maire adjointe à Montoir

Je suis solidaire de tous ceux qui ont défilé. Ils ont des dettes, leur mois est fini avant d'avoir

commencé ils perdent leur emploi... Ils n'en peuvent plus, on sent qu'ils ont touché le fond et qu'ils savent que l'aide ne viendra pas d'en haut, qu'il va falloir aller la chercher. Cela fait des années que je n'avais pas vu une manif comme celle là. Il était temps qu'elle arrive ! **Des milliers de gens, parfois en famille, dignes et unis. C'est eux qui produisent les richesses du pays, si on les laisse de côté et qu'on continue à donner l'argent aux riches, on ne pourra rien régler.** Unis, les salariés, les jeunes, les retraités... le peuple a un pouvoir énorme mais il ne s'en sert pas...ou si rarement. Maintenant qu'on a commencé, j'y crois, il ne faut pas lâcher !

« Maintenant qu'on a commencé, j'y crois, il ne faut pas lâcher ! »

##### Yves Ardil, secrétaire de l'UL CGT Sud-Loire



« L'objectif est d'amplifier les rassemblements »

D'autant que nous enregistrons une dizaine d'adhésions lors de la manifestation. Nous avons maintenant l'objectif d'amplifier des rassemblements pour que les salariés soient de plus en plus visibles et entendus. Nous allons nous réunir avec les autres forces syndicales pour regarder les conditions de nouvelles mobilisations. Il y a chez les salariés beaucoup d'attentes de victoires. Particulièrement dans des secteurs comme dans la métallurgie, le commerce ou le bâtiment, où il y a de nombreuses petites entreprises, mais qui se sont fortement mobilisées. Maintenant, nos yeux sont tournés vers les directions confédérales.

Cette mobilisation, préparée depuis décembre, est exceptionnelle. Notamment du fait de la mobilisation de nombreux salariés du privé, comme chez AIRBUS, LU ou AVITAIR. Nous avons d'ailleurs décidé de nous rassembler symboliquement le matin sur le parking du LECLERC Atout Sud pour soutenir les salariés qui viennent de créer une section syndicale. C'est vraiment très encourageant.

##### Anna Barret, jeune architecte



« Il faut continuer à se mobiliser »

Depuis son élection, Sarkozy tape dans tous les sens. Il était temps qu'il y ait une mobilisation d'ampleur contre les dégâts de sa politique. Le monde de l'architecture est un monde complètement fermé à ce qui se passe à l'extérieur. Du coup, mon engagement dans cette manifestation est un engagement personnel qui s'inscrit dans mon engagement au Pcf.

Je pense que le gouvernement va, comme il le fait depuis le début de son mandat, rester sourd aux millions de gens qui sont dans la rue. Il faut donc continuer à se mobiliser. Personnellement, je vais essayer de résister comme je le peux, à partir de mes engagements, humaine et politique. Je vais notamment continuer à me mobiliser dans les luttes pour les droits des sans-papiers. Il y a aujourd'hui de grosses attaques contre les droits et les libertés individuelles. Cela me fait vraiment peur. Mais je vais continuer à m'impliquer sur ces questions-là, c'est sûr !

##### Dominique Bello, salarié au terminal méthanier de Montoir



« L'objectif est d'amplifier les rassemblements »

Je travaille au terminal méthanier où la combativité en a tout de même pris un coup depuis la fusion Gaz de France/Suez. Nous étions tout de même une trentaine à bouger. Nous étions dans la rue surtout pour nos salaires parce qu'il y en a marre, qu'on ne peut plus vivre comme ça ! Ce qui m'étonne, c'est que depuis notre retour, des gens qui n'ont jamais manifesté de

leur vie, nous parlent des 18 000 personnes rassemblées à Saint-Nazaire. Le chiffre a créé un choc, l'unité a donné espoir. Les syndicats ne doivent pas se dérober. On doit continuer, faire plusieurs journées comme celle-ci. On voit bien qu'il y a des réserves et qu'on peut élargir. Et si ça marche pourquoi pas aller jusqu'à la grève générale ?

##### Véronique Mahé, Secrétaire de la section PCF de Brière



« La responsabilité des communistes est de faire tout ce qu'on peut pour que ça continue et que ça gagne ! »

pour avancer des solutions. Nos propositions, reprises en chœur, par les militants étaient portées par la sono. Il était fréquent que les gens se déplacent pour venir chercher le 4 pages. Ce besoin de solutions politiques, je l'avais déjà perçu au travail quand, une de mes collègues, pas particulièrement politisée d'ailleurs, était venue, rechercher des 4 pages que je distribuais, pour les donner dans les bureaux. Jusqu'à pré-

J'étais au bord de la route avec les militants et les élus. J'ai vu pratiquement passer toute la manifestation : quelle force ! Avec nos banderoles, notre sono, on voyait bien qu'à Saint-Nazaire, il y avait le parti communiste pour défendre « la France d'en bas ». Pas seulement pour la défendre d'ailleurs,

sent la gauche - y compris les communistes jusqu'à leur congrès semblait baisser la tête sous les coups. Il y avait Sarkozy et en face rien ! Mais depuis quelques semaines, ils sont moins fiers la haut, depuis que tout le monde sait qu'il y a de l'argent pour combattre la crise et qu'ils continuent à servir leurs copains. On sent bien que, si on ne lâche pas, la crainte peut changer de camp et l'espoir renaître. C'est de notre responsabilité de communistes de faire tout ce que l'on peut pour que ça continue et que ça gagne !

# Le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### Il faut le retirer

Le projet de loi hôpital, patients, santé et territoires (HPST) sera discuté à partir du mardi 10 février à l'Assemblée Nationale. Si on veut refonder notre système de santé sur des bases démocratiques solidaires et égalitaires, et à partir des besoins réels des personnes et des territoires : il faut le rejeter.

### Front commun

Cinq organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGC, CGT, Unsa) et la Mutualité française (mutuelles santé) ont publié une « déclaration commune » contre le projet de loi de réforme du système de santé. Elles s'opposent entre particulier à l'extension prévue par le projet de loi HPST de « la délégation des missions de service public au service privé lucratif ».

### A leur côté



En diminuant de 42 % dans la Loi de Finances 2009 le montant affecté au conseil conjugal et familial, l'Etat programme à très court terme la suppression totale des actions d'information, d'éducation et de prévention dans les domaines de la sexualité et de la vie de couple et affective. Pour défendre le droit à l'information, à l'éducation à la sexualité, pour tous et toutes : soutenez Le Planning Familial en signant la pétition sur [www.planning-familial.org/petition-defense-loi-neuwirth](http://www.planning-familial.org/petition-defense-loi-neuwirth).

### L'Appel des appels

Quelques 600 professionnels de la santé, de la justice, de l'éducation, de la recherche et de la culture se coordonnent pour lancer un appel tendant à fédérer tous les secteurs du service public en lutte contre des réformes gouvernementales aux « conséquences sociales désastreuses ». [www.appeldesappels.org](http://www.appeldesappels.org)

### 60 salariés sur le carreau

L'entreprise MSPI, mieux connue sur Rezé sous le nom des Métaux sous Pression annonce la fermeture de ses portes ; résultant d'une liquidation judiciaire faisant suite aux difficultés que connaît la fonderie travaillant dans le secteur automobile.

### Jugements iniques

St Nazaire connaît deux jugements jugés disproportionnés au regard des faits : la condamnation du lycéen mobilisé en décembre, pour refus de prélèvement d'ADN, allant au-delà de la réquisition du procureur (2mois avec sursis et 300 euros d'amende) ; la condamnation de quatre personnes présentes à la manifestation du 29 janvier, à de la prison ferme.

### Réforme « ultra-nécessaire »

Ça : c'est pour la ministre. Mais pour les enseignants-chercheurs et les étudiants, la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) est ultra-contestée : grève illimitée annoncée pour les facs.

### De l'huile sur le feu

Le discours provocateur de N.Sarkozy sur la stratégie nationale d'innovation et de recherche, qualifiant le système universitaire « d'infantilisant et paralysant » et évoquant son projet de transformation du CNRS en agence de moyens, n'a calmé ni craintes ni agacements.

«En temps de crise, plutôt que de faire grève, il faut se serrer les coudes» s'est répandu le Ministre Eric Woerth sur les ondes. Se serrer les coudes? Hé bien, c'est ce qu'on fait les milliers de salariés qui ont décidé d'être en grève et dans les manifestations ce 29 janvier!

Ils se serrent les coudes...

## Pour des services publics efficaces

Plus d'une centaine d'agents des impôts et du trésor public se sont rassemblés le matin à la trésorerie générale à Nantes et ont interpellé le Trésorier Payeur Général. Préalablement, les deux CTP de janvier avaient été envahis par les personnels. Leur action menée en intersyndicale portait sur le pouvoir d'achat, la défense de l'emploi, d'autres réponses à la crise... Elle portait aussi sur leur condition de travail. En effet, le constat est amer.

En Loire Atlantique, au trésor public de 2004 à 2009 : 79 emplois B et C ont été supprimés dont 56 dans les postes comptables ; 12% des emplois du département ont disparu sur 5 ans ; 18 postes (trésoreries) ont été fermés ou regroupés. Aux impôts depuis 2003 : plus de trente emplois ont été supprimés ; des missions (implantées à Ancenis, Pornic ou Châteaubriant ont été regroupées sur Nantes et Saint-Nazaire) ; les effectifs disponibles sont très nettement en-dessous des effectifs théoriques déjà insuffisants (insuffisance d'environ 80 agents). Le taux de grévistes était exceptionnel +71%.

## Pour des papiers

La participation du collectif des Sans-papiers Travailleurs, en lien avec les organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, US Solidaires et les associations du collectif Uni-es Contre une Immigration Jetable (CSF, GAS-Prom, LDH, MRAP...), lors de cette journée d'action du 29 janvier est d'une importance plus que symbolique. Elle ancre la lutte des Sans-papiers travailleurs, véritable sous-prolétariat dans l'action plus large du monde salarié dans la défense de ses acquis et dans ses légitimes revendications. Mais dans le même temps, elle interpelle les salariés dans leur nécessaire solidarité au sein de ce combat des plus précaires des précaires.



## Contre l'appauvrissement culturel



C'est avec dynamisme et détermination que les professionnels du spectacle et de l'audiovisuel ont rejoints, devant la DRAC, les salariés de ce service public, ainsi que les archéologues. Tous réunis par la même volonté de défense du service public, de sauvegarde des conditions de la recherche et de la diversité culturelle, nous sommes allés convaincre les salariés intermittents de la Folle Journée, de débrayer et de nous rejoindre à la manifestation. Là, nous avons défilé auprès des directeurs de lieux culturels, des direc-

teurs de compagnies artistiques derrière un slogan unitaire de lutte « contre l'appauvrissement culturel ». Une unité sans précédent et une représentation massive de tout un secteur solidaire des mots d'ordre de jeudi. Car au-delà des attaques budgétaires, du désengagement de l'Etat et du démantèlement de pans entiers de la culture, nous sommes encore et toujours là pour réclamer diversité culturelle et culture pour tous ! Et nous y serons encore longtemps !!!  
Martine RITZ

## Contre la loi Boutin

Après avoir réduit le budget logement de 2009 et privatisé une grande partie du Livret A (qui finance la construction des HLM), Mme Boutin présente cette loi pour accélérer les expulsions, imposer la dérégulation des loyers et la vente des HLM, détourner l'argent des bailleurs sociaux et du 1% loge-

ment, attaquer le droit au maintien dans les lieux des locataires HLM, vider de son contenu la loi SRU qui impose des HLM, affaiblir la loi DALO... La CNL et le collectif nantais « Un logement pour tous et toutes » ont fait converger le 29 cette exigence d'une autre politique de logement.

## Pour un changement de cap

Eric COUVEZ, secrétaire général CGT EDF, lors du rassemblement devant les Tanneurs à Nantes avant la grande manif de l'après midi, évoquait le constat évident apparu fin décembre, début janvier dans notre pays. « manque d'investissement, manque d'anticipation, manque d'effectifs, incohérence et inefficacité d'un service public démantelé et cloisonné ne permettant plus aux salariés des filiales de travailler pour la maison mère, comme nous l'avions fait lors de la tempête

de 1999, du temps de notre magnifique entreprise intégrée, où Production-Transport et Distribution étaient en adéquation avec les attentes des usagers, le développement industriel, et l'aménagement du territoire... Les usagers se rendent compte aujourd'hui que le Service public se transforme petit à petit en Services Public!!! »



## Contre la loi Bachelot !

Le collectif nantais pour le « Droit à la santé et à la protection pour toutes et tous » appelait à manifester le 29 pour rappeler que notre santé est en danger. Il dénonçait le démantèlement de l'Assurance maladie solidaire et de l'hôpital public : toujours moins de remboursement, privatisation de notre système de soins, transformation de l'hôpital-public en hôpital-entreprise avec statut de droit privé.

# Evènements, culture, idées.

1959-2009

## Que reproche-t-on à Cuba?

La révolution cubaine est devenue un point de crispation pour de nombreux communistes et même pour certains une attache (un fardeau ?) dont il faudrait se débarrasser. Est-il pourtant si difficile d'avoir un point de vue et une parole communistes, non dilués, sans céder aux préjugés rabâchés par l'ensemble de la classe politique et des médias ?

Est-il si difficile de se dégager de tout modèle, de tout passif, sans renoncer pour autant à l'internationalisme ? Est-il si difficile de pratiquer une solidarité lucide, critique, exigeante et respectueuse ?

Le cinquantième anniversaire de la révolution cubaine donne déjà lieu à une avalanche de haine et de mensonges. Comment se positionner ? Faudrait-il, sous prétexte que ce ne serait pas notre affaire (folie !) ou que notre conception de la société nouvelle différerait, se taire ?

Cela nous condamnerait à un nouvel affaiblissement de nos marqueurs, à de nouvelles dilutions de nos valeurs, à abandonner « l'utopie » à une poignée de militants associatifs, spécialistes de la solidarité, hors parti... dont ils se sentent orphelins. Au cours des derniers mois, j'ai enchaîné des dizaines de conférences sur

Cuba, sur le Che. J'ai pu mesurer combien est grande l'attente d'un parti qui se réapproprie et/ou réinvente l'internationalisme.



lisme. D'un parti qui conjugue à la fois la réflexion (sur la spécificité du socialisme cubain, fruit d'une histoire nationale, sur ses blocages, ses insuffisances, etc.) et en même temps l'engagement solidaire, les yeux grands ouverts. Est-il si difficile d'affirmer notre désaccord avec les atteintes à telle ou telle liberté et de reconnaître que, sans Cuba, on ne parlerait pas aujourd'hui de « socialisme du XXIe

siècle » dans une Amérique latine qui s'émancipe ? Ne ratons pas le coche. La recherche de nouvelles voies, de nou-

velles réponses, auxquelles j'adhère, ne sauraient nous ramener à désertier les combats constitutifs de notre identité. Est-il si difficile de comprendre que l'échec du projet états-unien stratégique de zone de libre-échange continentale doit beaucoup aux idées et aux initiatives de Fidel Castro et de Raul ? Que reproche-t-on à Cuba ? D'avoir résisté à une douzaine de présidents nord-américains (le dernier en date ayant

appelé le peuple cubain à l'insurrection en octobre 2007). D'avoir enduré les pires épreuves, des sanctions inhumaines, sans abdiquer sa souveraineté, son indépendance nationales.

De consacrer 29,4 % de son budget à l'éducation nationale (6 % aux États-Unis). D'être différente du « modèle occidental ». De refuser de nous ressembler et de céder aux chantages de l'eurocentrisme. De maintenir un État-nation fort. D'être réintégrée dans le giron latino-américain. De croire encore au socialisme, long processus historique dont Cuba n'est pas au bout.

Malgré l'érosion du consensus politique, les carences des contre-pouvoirs au parti unique, l'étatisation encore excessive, Cuba vit un contexte général de changements. 70 % des Cubains d'aujourd'hui sont nés après 1959 et expriment des besoins renouvelés et incontournables de confrontations d'idées, d'épanouissement de l'individu... Que reprochent finalement à Cuba ceux qui rêvaient de révolution en 1968 et qui sont aujourd'hui rangés des voitures ? De ne pas avoir trahi.

Jean Ortiz Universitaire, coordinateur de l'ouvrage : **Che plus que jamais**. Éditions Atlantica, 2007

LIRE

## Esquisse d'une philosophie de la mondialisation

Dans son dernier livre, André Tosel nous invite à penser les enjeux abyssaux de la démesure du capitalisme contemporain.

Pour André Tosel « le capitalisme est le démiurge qui révèle à l'humanité sa puissance d'auto-production illimitée et le néolibéralisme est devenu la conception du monde dominante cimentant le nouveau bloc historique autour de ses élites dirigeantes ». Mais l'auteur insiste davantage dans

son essai « Le monde en abîme » sur les limites « de l'État de droit et du droit devenus inutiles pour avoir épuisé leur tâche et avoir été absorbés dans la société civile ». Il estime, comme Hegel et surtout comme Gramsci, que le capitalisme a désormais devant lui son effondrement comme système et son dépassement comme avenir.

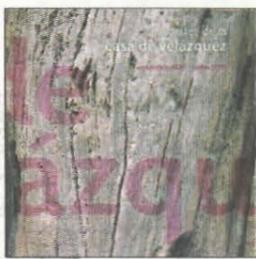
Nous en sommes aujourd'hui à une phase où l'argent qui avait pour vocation initiale de faciliter l'échange des marchandises voit sa fonction contredite par la domination qu'exercent les marchés financiers sur le globe. L'accumulation qui n'était qu'un moyen au service de la concurrence dans le commerce devenant progressivement à lui-même sa propre fin et les monnaies nationales qui étaient comme des langues communes servant à la communication des échanges deviennent autant d'obstacles à l'organisation rationnelle. Peut-on aujourd'hui ignorer que la financiarisation du capital stérilise les capacités productives de millions d'hommes et de femmes par le monde et les prive de leur emploi ?

Ne convient-il pas de parler d'un précaire transnational plutôt que d'un salariat mondial ? Les guerres locales anti-impérialistes sont-elles un destin ouvrant sur un « conflit de civilisation » ? L'ouvrage culmine dans une interrogation cruciale : l'époque de la mondialisation abrite-t-elle encore la possibilité ontologique positive de l'être en commun, d'un sens commun, d'une volonté commune, d'un bien commun qui ne sauraient se réduire au partage des actuelles « règles de procédure ».

A. Spire A. Tosel, « Un monde en abîme ? Essai sur la mondialisation capitaliste », Ed. Kimé, 2008, 345 p., 29 euros.



VOIR...



### La «Casa de Velasquez» à Clisson

Les artistes en résidence à la «Casa de Velasquez» en 2007-2008 exposent à la Villa Lemot. Fidèle à une vocation d'accueil

d'artistes et de soutien aux jeunes talents, le conseil général accueille à la villa Lemot de Clisson les pensionnaires de la Casa Velasquez de Madrid. Cette année, 7 artistes français et espagnols, peintres, cinéastes, photographes et sculpteurs, exposent et présentent un choix personnel d'œuvres réalisées au cours de leur séjour à Madrid en 2007-2008. Les visiteurs pourront ainsi apprécier la grande variété de styles, de techniques, de concepts et de thématiques qu'offre l'art contemporain. Entrée libre, Villa Lemot à Clisson - Gétigné, tous les jours jusqu'au 15 mars, sauf les lundis, de 14h00 à 17h30. Tél. 02 40 54 75 85.

MÉDIAS

### Haut-débit : sortir du bas-régime

Dans notre département, la «fracture numérique» est flagrante entre les agglomérations desservies par le câble et les communes dites «rurales» réduites à l'ADSL 512 Ko, avec des «zones blanches» encore trop nombreuses. Pourtant le conseil général reprend volontiers pour argent comptant les affirmations de «l'opérateur historique», France télécom, en charge des réseaux filaires, sur les 100% de couverture ADSL. En fait, si 100% des répartiteurs (centraux téléphoniques) ont

un DSLAM, ça ne veut pas dire cependant que tous les foyers éloignés soient pour autant éligibles à l'ADSL. Une convention FT-CG44 «département innovant» a certes été signée en 2004. Elle a permis une ouverture de tous les centraux à l'ADSL, achevée dès août 2006.

En fait cette couverture n'est que de 98%. Pour les 2% restant, le département a expérimenté depuis la solution «NRAZO» dans quatre communes : Dréfféac, Corsept, la Rouxière et la Limouzinière. Elle consiste en la mise en place d'un petit central (NRAZO) pour une moyenne de 40, lignes restant inéligibles à l'ADSL. La partie passive, génie civil, fil ou

fibre optique et bâtiment, étant à la charge de la collectivité : commune, intercommunalité, département ou région, pour un montant de l'ordre de 100.000 euros. Mais, à ce jour, il n'y a pas d'information quant au déploiement des NRAZO sur l'ensemble du département. Ce projet est à échéance d'au moins 2 ans, pas avant 2010.

Dans l'immédiat, France Télécom propose une solution satellitaire, de sa filiale Nordnet, pouvant offrir des débits de 512K à 2M pour des clients non-éligibles à l'ADSL filaire. Coût unitaire de la parabole et du kit : 400 euros.

Des bureaux d'études, attirés par de juteux contrats, proposent eux

d'autres solutions (WIMAX, WIFI), mais bien plus coûteuses, dont la pertinence et la fiabilité ne sont pas toujours assurées.

L'opérateur historique, en charge du réseau, se trouve donc en rude concurrence avec d'autres opérateurs privés pouvant bénéficier d'une «délégation de service public» pour son exploitation. La bagarre fait rage, mais se concentre surtout sur les zones rentables. Ailleurs, le réseau est en très piteux état, ne pouvant plus supporter aucune surcharge. D'où des coupures fréquentes et des pertes de synchro. Et le mécontentement grogne légitimement à Pornic, Missillac, Sainte-Reine et Savenay.

## près de vous

### Loire et Sillon

#### Réduire la fracture numérique



On parle souvent de la fracture numérique, elle existe dans notre département dès que l'on quitte les grands centres urbains. Jean

Yves MARTIN, Maire Adjoint à la Chapelle Launay anime avec Stanilas LEGUENEL (lui aussi élu municipal) une association qui se bat pour que tous les habitants de l'intercommunalité aient accès à internet haut débit. L'Association des Internauts de Sillon et de Loire (AIDSL) a entamé des discussions avec France Télécom et avec la communauté de communes pour obtenir l'installation des équipements indispensables. « Il y a de forts besoins à usages professionnels, pour l'information, l'éducation et les loisirs... C'est vital et c'est pour cela que nous ne sommes pas près de lâcher » précise l'élu communiste.

### Plan de relance

#### Hubert Delahaie : « Le président continue de servir ses amis ! »

Hubert DELAHAIE a profité du débat budgétaire à la Région pour stigmatiser un plan de relance qui sert d'alibi au président pour continuer à distribuer des cadeaux à ses riches copains ! « Comment ne pas être scandalisé par l'annonce de la déclinaison régionale de plan national du gouvernement : quelques centaines de logements construits à Nantes et Angers, en reprise de projets immobiliers privés en panne, des participations financières déjà actées, aux grands travaux dans la région : la ligne Nantes Châteaubriant, le périphérique nantais, dix millions au conditionnel pour le Port, des versements anticipés de TVA pour les collectivités locales ! C'est dérisoire ! Alors que les retards de mise en oeuvre du contrat de projet Etat Région, incombent à l'Etat qui tarde à trouver des financements ! ... Près de 40 Millions d'euros et ce, dans tous les projets ».

### Montoir de Bretagne

#### La ligne EDF enterrée en liberté surveillée

La ligne électrique enterrée qui reliera la future centrale électrique au gaz, au transformateur de Saint-Malo de Guersac, sera étroitement surveillée. Deux séances de travail, à Nantes, réunissant le Préfet de Région, Roger DAVID, conseiller général, Hubert DELAHAIE, conseiller régional, Sabine MAHE, maire de Trignac et les associations de riverains ont permis d'obtenir des garanties. Une étude a été menée par la DDASS qui conclut à l'absence d'impact sur la santé. Une commission locale d'information et de transparence a été créée. Elle sera présidée par le président de l'association des riverains de Loncé, un quartier particulièrement concerné de Montoir de Bretagne.

## L'invité

### ■ Dans l'intercommunalité, la petite commune de Campbon peut avoir les moyens d'une grande.

La plupart des communes (34 164 sur 36 500) sont aujourd'hui regroupées dans des intercommunalités que ce soit des communautés de communes, des communautés d'agglomérations ou des communautés urbaines. Ce peut être une bonne opportunité surtout pour celles qui sont de petite taille. Pour nous, élus de gauche, les communautés sont des outils qui peuvent nous donner les moyens de mettre en avant une de nos valeurs fondamentales : la solidarité. Les communes les plus riches, grâce notamment aux implantations économiques, peuvent aider les communes plus petites ou moins favorisées. En contrepartie, les habitants de ces communes où les entreprises ne sont pas nombreuses, participent, par leur travail, à la création de richesses sur les communes plus aisées.

La solidarité peut se manifester par une subvention pour la construction d'une cantine, par l'achat en commun d'une débroussailleuse utilisée comme dans une Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles (CUMA), on peut faire des groupements de commandes ce qui nous donne du poids pour négocier les prix auprès des fournisseurs...

A Campbon, nous sommes 3 500 habitants, notre appartenance à la communauté de communes Loire et Sillon nous permet d'avoir les moyens d'une collectivité de 22 000 habitants. Ensemble, les 8 communes de Loire et Sillon, nous arrivons à construire une piscine couverte et à supporter les frais de fonctionnement alors que séparément aucun de nous n'aurait pu le faire. Seulement il faut être vigilant et garder un esprit communautaire, ne pas céder à l'esprit de clocher en utilisant l'intercommunalité juste comme une vache à lait. J'ai à l'esprit l'exemple d'une communauté de communes qui réalise des excédents et dont les élus, plutôt que d'investir et de monter des projets qui répondent aux attentes des habitants, ont choisi à la quasi unanimité de se redistribuer l'épargne nette entre leurs communes. Quel intérêt, dans ce cas, d'appartenir à une intercommunalité ?



**Bertrand Herrero**  
Maire adjoint à Campbon

## L'activité

### ■ Rezé

#### Le conseil unanime pour soutenir le peuple palestinien

Le conseil municipal a adopté un « voeu pour la paix en Palestine » proposé par Yann VINCE et le groupe communiste et républicain. Le texte affirme la conviction des élus « qu'une paix juste et durable passe par de véritables négociations politiques aboutissant à la création d'un Etat palestinien viable et souverain ». Il affirme « son attachement à la reconnaissance des droits du peuple palestinien à vivre dans un Etat souverain, dans les frontières de 1967 reconnues par la communauté internationale, seule solution garantissant la paix au Proche-Orient » et demande « expressément au gouvernement français et à l'Union Européenne de joindre leurs efforts à ceux de la communauté internationale pour assurer la paix et le respect des Droits de l'Homme ... avec, si nécessaire, la suspension de l'accord d'association Union Européenne-Israël ». Il a été voté par tous les groupes, MODEM compris.

### ■ Formation

#### La Région sort le porte monnaie

Au vu des excédents de l'Unédic, sans se préoccuper du fait que des dizaines de milliers de gens s'inscrivent, de nouveau, chaque mois, comme demandeurs d'emploi, la loi de finances 2009 a prévu de supprimer la rémunération de la formation des chômeurs. Que le régime d'assurance chômage la prenne désormais en charge ! L'affaire n'est pas réglée et, dans les Pays de la Loire, 340 élèves infirmières voient leur rémunération suspendue. Pour pallier à la défaillance des pouvoirs publics, la Région a dû mettre en place « les moyens nécessaires pour éviter toute rupture de continuité dans le financement des formations ou le versement des aides aux étudiants ».



A cela s'ajoute, remarque Michèle PICAUD, un projet de réforme de la formation des infirmiers, « pour lequel les régions n'ont jamais été associées » qui pose bien des questions : « A ce jour nous n'avons pas d'informations sur le nouveau contenu du programme et pas de confirmation qu'effectivement cette réforme rentrera en application en septembre 2009 pour une délivrance d'une licence aux étudiants en juin 2012 ... Est-ce bien le moment de rajouter la crise à la crise ? » questionne l'élue de Brière.

### ■ ADECR

#### Les collectivités peuvent-elles combattre la crise ?

Lors de l'assemblée générale de Savenay, le débat a tourné sur les moyens dont peuvent disposer les collectivités pour lutter efficacement contre la crise. Face à l'incertitude sur la pérennité des ressources, faut-il appliquer le principe de précaution et « réduire la voilure » comme le propose la CARENE ou maintenir le cap comme le fait la Région qui confirme ses 2,4 millions d'euros d'investissements sur 6 ans. « De 1998 à 2004, la droite a dépensé 145 millions d'euros pour acheter des TER, de 2004 à 2009 nous investirons 410 millions... » explique Gilles BONTEMPS « C'est un vrai piège que de réduire les dépenses utiles aux gens. En faisant cela, on alimente la crise ! » s'exclame Hubert DELAHAIE. « A Saint-Herblain, rapporte Sandrine FLEURIMONT, nous devons réaliser deux grosses opérations de démolition-reconstruction (le Sillon de Bretagne et Bellevue). Cela nous oblige à augmenter les impôts, ce qui est compliqué à expliquer aux habitants ». Bertrand HERRERO souligne qu'à Campbon « le petit Monaco de la Loire Atlantique », il existe des marges de manoeuvre et qu'il faut avoir la volonté politique de les utiliser. « Il ne faut pas gérer sa commune comme s'il s'agissait de son petit porte monnaie » s'insurge Mireille PERNOT. « Un particulier qui achète une maison s'endette pour 20 ans. Une collectivité qui fait des investissements qui vont durer quarante ou cinquante ans doit savoir en faire autant » renchérit Christian SAULNIER. La date de la prochaine assemblée générale a été fixée au 29 avril à 18 heures à Savenay.



## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### 3 rivières

Vendredi 13 février : Assemblée générale de la section, salle du Cour mortier à Blain à 20H30.

### Brière

Jeudi 19 février : Comité local de la Section à Saint-Joachim.

### Fédération

Vendredi 20 février : Réunion interrégionale des responsables à la vie du parti des régions Bretagne, Limousin, Pays de la Loire et Poitou-Charente à la Fédération.

### Inauguration

Samedi 21 février : Inauguration du square Maurice Piconnier, rendez-vous au rond-point des Sylphes à St Brévin les Pins à 10H30.

### St Herblain Gesvre et Cens

Vendredi 27 février : Comité local de la Section.

## L'Humanité à la rencontre de la population

Journées d'initiatives en direction des salariés, manifestations du 29 janvier, banquet fédéral... ces dernières semaines ont été particulièrement propices à la rencontre avec la population qui souffre de la crise, mais aussi de la politique inique initiée par la droite.

Des dizaines d'initiatives petites ou grandes qui ont permis aux communistes, et plus largement à la gauche, de confronter leurs propositions avec ceux qui sont exaspérés mais aussi en attente d'alternatives aux politiques de la droite.

A cet égard, l'Humanité et l'HD ont joué un rôle particulier.

En donnant la parole à l'ensemble des leaders syndicaux dans la préparation du 29 janvier, en organisant une table-ronde des responsables de gauche sur leurs propositions pour sortir de la crise, mais aussi en donnant la parole à tous ceux qui, dans leur entreprise ou dans leur quartier, se battent contre cette crise et ses responsables, ils ont mis en lumière combien il n'y a pas de fatalité à cette crise et qu'un bouillonnement existe à gauche et dans la population.

Dans notre département ce sont près de 200 HD qui ont été proposés à la vente ces deux dernières semaines lors des nombreux points de rencontres. Il nous faut continuer à utiliser ces outils qui donnent des clés pour comprendre l'actualité... et donc agir !

Opérations « libre échange », hors-série sur le capitalisme ou les 50 ans de la révolution cubaine, abonnements parrainages ou découvertes... de nombreux outils sont à disposition pour faire connaître et rayonner l'Humanité et l'HD.

Pour tous renseignements sur la diffusion de l'Humanité et l'HD, contacter Manuel BLASCO à la fédération (blascom@orange.fr).

« Nouvelles de Loire Atlantique »  
 Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU  
 Commission paritaire : N° 0310 I 86504  
 Imprimerie : IMPRAM Lannion  
 Composition : SEM Locminé  
 Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU  
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
 Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36  
 e-mail: nlapublicite@orange.fr  
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
 Marie-Annick BENÂTRE  
 Yannick CHENEAU  
 Michel DEJEU  
 Pedro MAÏA  
 Jean-Yves MARTIN  
 Yann VINCE  
 Manu BLASCO



## Vite lu...

### Nécrologie

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de Roland LAMET. Roland était un militant de Saint-Nazaire très engagé notamment dans les combats contre le racisme, dans la défense des sans-papiers et pour la paix.

Les Nouvelles de Loire-Atlantique adressent leurs plus sincères condoléances à la famille et aux proches de Roland.

# URGENCE!

## L'AVENIR DE L'HUMANITÉ EST ENTRE VOS MAINS

**PARTICIPEZ À LA SOUSCRIPTION** (CHEQUE À L'ORDRE DE L'HUMANITÉ)

Je fais un don de .....€     
  Je fais un prêt de .....€  
Echéance de remboursement de six mois francs à dater du 1er jour du prêt

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Email : ..... Téléphone : .....

À retourner à M. le directeur de l'Humanité - souscription - 164 rue Ambroise Croizat - 93528 Saint-Denis Cedex



**Le monde étudiant plus que jamais mobilisé !**  
 Par Robin SALE-CROIX  
 A l'heure où la France est frappée par la crise et ses conséquences le gouvernement amplifie ses réformes antisociales, empreintes de l'ultra-libéralisme source de la faillite actuelle du système. **Les coups portés par la droite se dirigent vers l'ensemble du service**

**public et notamment celui de l'enseignement supérieur.** En effet, plusieurs réformes attendent les universités, les IUT et les IUFM avec à chaque fois comme logique commune un désengagement de l'Etat, des réductions de postes et la mise en place d'une concurrence généralisée. Après la LRU, loi relative à l'autonomie des universités, qui soumet les facs aux intérêts privés en même temps qu'elle accroît le pouvoir des présidents d'université, le gouvernement conti-

nue et amplifie l'offensive. Avec notamment la suppression de 900 postes dans l'enseignement supérieur, la remise en cause du statut d'enseignant-chercheur, la suppression des IUFM ainsi que la remise en question de la pérennité des budgets des IUT. Face à la politique du gouvernement les étudiants ne restent pas abattus et inactifs, la résistance

à cette politique s'organise partout en France, des AG ont lieu dans de nombreuses facultés et notamment à Nantes où le mercredi 4 février 1500 étudiants se sont réunis avec comme mot d'ordre l'action et la détermination. Le blocage de la fac ainsi qu'une plate forme de revendication furent adoptés. Plusieurs rencontres sont également prévues entre enseignants, étudiants et élus. La mobilisation ne fait donc que commencer pour voir émerger un véritable système d'enseignement populaire !

